

Absence pour cause de maladie 2000-2009 (Absence maximale non rémunérée)										
Administrations	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
	Nombre de semaines ou de jours									
Québec	17 s	17 s	17 s	17 2 26 ¹	26 s	26 s	26 s	26 s 104 ²	26 s 104	26 s 104
Alberta	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Colombie-Britannique	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Fédéral	12 s	12 s	12 s	12 s	12 s	12 s	12 s	12 s	12 s	12 s
Île-du-Prince-Édouard	--	--	--	--	3 j	3 j	3 j	3 j	3 j	3 j
Manitoba	--	--	--	--	--	--	--	3 j ³	3 j	3 j
Nouveau-Brunswick	--	5 j ⁴	5 j	5 j	5 j	5 j	5 j	5 j	5 j	5 j
Nouvelle-Écosse	--	--	--	3 j ⁵	3 j	3 j	3 j	3 j	3 j	3 j
Ontario	--	10 j ⁶	10 j	10 j	10 j	10 j	10 j	10 j	10 j	10 j
Saskatchewan	12 j ou 12	12 j ou 12	12 j ou 12	12 j ou 12	12 j ou 12	12 j ou 12	12 j ou 12	12 j ou 12	12 j ou 12	12 j ou 12
Terre-Neuve-et-Labrador	5 j	5 j	5 j 7 j ⁷	7 j	7 j	7 j	7 j	7 j	7 j	7 j
Territoires du Nord-Ouest	--	--	--	--	--	--	--	--	5 j ⁸	5 j
Yukon	12 j	12 j	12 j	12 j	12 j	12 j	12 j	12 j	12 j	12 j
Nunavut	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

N. B. : Données au 1^{er} janvier de l'année, sauf exception.

J = jours

S = semaines

1. Au 1^{er} mai 2003.
2. À compter du 18 décembre 2007, 104 semaines au maximum si l'employé subit un préjudice corporel grave à l'occasion ou résultant directement d'un acte criminel qui le rend incapable d'occuper son poste habituel.
3. Au 30 avril 2007.
4. Au 31 décembre 2000.
5. Au 30 octobre 2003. Une telle absence est utilisée pour un rendez-vous médical, dentaire ou autre durant les heures de travail pour prendre soin d'un enfant, d'un parent ou d'un membre de la famille qui est malade.
6. Il s'agit d'une banque de congés d'urgence personnelle comprenant les absences pour maladie, pour raisons familiales et parentales, pour décès et funérailles, qui est en vigueur depuis le 4 septembre 2001, et ce, pour les employeurs ayant 50 employés et plus.
7. Au 3 février 1995 (12 jours pour maladie ou accident léger et 12 semaines pour maladie ou accident grave).
8. Au 11 juin 1992.

Sources : CCH Canadian Limited; Canadian Master Labour Guide, 1986 à 1993, 1995 à 2007; Ressources humaines et Développement des compétences Canada. *Législation en matière de normes d'emploi au Canada; Travail Canada. Les normes du travail au Canada, 1984 et 1986;* Site Internet du ministère des Ressources humaines et Développement des compétences Canada et sites Internet des administrations provinciales et territoriales.